



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Evaluation partielle du NCU ELAN suivant la méthode
RUFDATA**

Université de Haute Alsace
2 Rue des Frères Lumière
68093 MULHOUSE CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	Erreur ! Signet non défini.
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Durée et délais d'exécution	3
4 - Prix	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2 - Modalités de variation des prix	4
5 - Garanties Financières.....	5
6 - Avance.....	5
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
6.2 - Garanties financières de l'avance	5
7 - Modalités de règlement des comptes	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
7.3 - Délai global de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
8 - Conditions d'exécution des prestations	7
9 - Constatation de l'exécution des prestations	7
9.1 - Vérifications	7
9.2 - Décision après vérification.....	7
10 - Garantie des prestations.....	7
11 - Pénalités.....	7
11.1 - Pénalités de retard.....	7
12 - Assurances	8
13 - Résiliation du contrat.....	8
13.1 - Conditions de résiliation	8
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	8
14 - Règlement des litiges et langues	8
15 - Dérogations.....	8

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

L'évaluation partielle du NCU ELAN suivant la méthode RUFDATA

Il s'agit d'un marché sous forme d'accord - cadre à bon de commande, composé de :

- Prix unitaire sous forme de forfait mission incluant les éléments suivants :
 - le temps de réunion, coordination, méthodologie
 - les entretiens terrains, focus groupe
 - l'analyse des données et la rédaction des documents.

- Prix unitaire pour des prestations à la demande (réunions supplémentaires, prestations journalières supplémentaires...)

Le marché est conclu pour une durée de 3 ans, sans montant minimum et avec un montant maximum global (solution de base forfaitaire et achats ultérieurs éventuels) conforme au seuil fixé par l'article R2131-12 (1°) du Code de la commande publique

Il est précisé que ces montants maximums ne constituent en aucun cas une estimation ou une budgétisation, mais uniquement une limitation contractuelle (au-delà de laquelle les titulaires ne sont plus tenus par leurs engagements), conformément à la jurisprudence européenne en vigueur et au décret du 23 août 2021.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- l'annexe 1 et 2 à l'AE – Décomposition du Prix Global Forfaitaire et le Bordereau de Prix Unitaire
- le cadre de mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le devis détaillé mentionnant le détail des prestations
- L'offre technique du titulaire

3 - Durée et délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat et pour une durée de 3 ans.

Le candidat précisera dans son offre les délais sur lesquels il s'engage concernant les différents livrables conformément au délai global de 2 mois défini dans le CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG

4 - Prix

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché sont rémunérées par application des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

Pour la commande d'une mission, un bon de commande sera émis par l'UHA.

Les prestations complémentaires, telles que les déplacements, participation à des réunions ou journée supplémentaire devront faire l'objet d'un ordre de service émis par l'UHA pour être facturée.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et à la facturation ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires (y compris les frais de déplacement et d'hébergement).

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande.

De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-PI, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Modalités de variation des prix

Les prix unitaires sont révisables dans les conditions indiquées à l'art. 4.2.

4.2 Modalités de variation des prix

Mois d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est fixée contractuellement à la date limite de dépôt des offres au pouvoir adjudicateur. Le mois de cette date ainsi déterminée est appelé « mois zéro » et correspond pour ce marché au mois de: **février 2025**

Pour les prestations à bons de commande, les prix sont révisables annuellement (à la date anniversaire de notification du marché), sous réserve de la reconduction du marché, dans les conditions suivantes:

$$P = P_o (0,15 + 0,85 \left(\frac{SYN\ 1}{SYN\ o} \right))$$

SYN o = Indice SYNTEC au mois zéro

SYN 1 = Indice SYNTEC connu à la date de demande de révision (dernier indice connu)

L'indice est publié sur le site du Moniteur des Travaux Publics.

La révision est applicable une fois par an, à la date anniversaire du marché. Les prix unitaires du marché sont révisés pour 12 mois à compter de la date anniversaire de notification du marché.

L'avis de révision de prix devra être adressé par pli recommandé et par courriel (marches@uha.fr) par le titulaire du marché au service achats et marchés publics de l'UHA, au minimum deux mois avant la date d'effet, faute de quoi les prix du marché seront réputés être maintenus.

A défaut de transmission des prix révisés selon les modalités fixées, l'Université se réserve le droit de refuser la révision des prix, lesquels seront alors inchangés pour la nouvelle période du marché sans que le titulaire puisse élever de contestations sur ce point.

L'Administration dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. En cas de refus, la personne publique transmettra ses observations par courrier ou par courriel.

Passé ce délai, le silence de la personne publique équivaudra à une acceptation de la demande de révision. En l'absence de refus de la personne publique et dans le cas d'une reconduction du marché, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande du titulaire.

Cette demande de révision est accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution des prix.

Chaque nouveau bordereau des prix émis se substitue au précédent, sauf désaccord de la personne publique, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, lorsque le montant initial du marché (ou du bon de commande) est supérieur à 50 000€ H.T et lorsque le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-PI.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Les fournisseurs faisant partie du dispositif de dématérialisation des factures via la plateforme Chorus Pro doivent déposer les factures directement sur Chorus Portail Pro. Les références à utiliser pour ce marché sont les suivantes :

Siret : 19681166500013

CP Ville : 68200 MULHOUSE

Nom : UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE

Code service : 900

Libellé service : DAF

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoire est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Présentation et contenu des livrables :

Les livrables suivants sont adressées dans les conditions suivantes : par voie électronique au format pdf, xls, word dans le délai maximum de 2 mois :

- un support de présentation orale suivant template UHA
- un document de synthèse à destination du conseil scientifique (présentation en présentiel au conseil scientifique ou au sein du comité de pilotage)

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 – Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la présentation de chaque livrable conformément à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'articles 28.2 du CCAG-PI

10 – Droits de propriété intellectuelle

10.1 – matériels concernés et durée

Conformément aux articles 34 à 37 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 3/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 41 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles